MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 25 - août 2010

Entre désespoir et espérance

L'enlisement actuel de la situation politique à Madagascar est un moment dangereux pour ceux qui refusent le fait accompli du putsch. **En effet, il est plus facile de rester mobilisé quand les choses bougent. Inversement, la tentation de céder à la fatigue ou au sentiment d'impuissance grandit lorsque les temps forts qu'étaient les dates des négociations ou des grandes manifestations disparaissent.** Depuis le mois de mai, avec la dissolution de sa mouvance par Andry Rajoelina, afin de rendre impossible son retour à la table des négociations, **il y a comme une fermentation en profondeur difficile à analyser.** La SADC ne semble pas être en mesure de trouver une parade à la volonté franco-rajoelinienne d'enterrer les accords de Maputo et d'Addis Abbeba. Des questions se posent sur la capacité de la société civile malgache à s'unir pour parler d'une voix commune, sur son rôle par rapport à celui de la médiation internationale, mais surtout sur les moyens dont elle pourrait disposer pour amener Andry Rajoelina à cesser de prendre des mesures unilatérales. Le retour au pays de Raymond Ranjeva *(voir encadré)* et sa volonté de participer à la recherche d'une sortie de crise est une bonne nouvelle. Mais ses initiatives risquent de se heurter elles aussi, comme celles de la SADC, à la force des armes qui a permis jusqu'ici à Andry Rajoelina de défier tous les opposants au putsch.

***Raymond Ranjeva** (né le 31 août 1942 à Antananarivo) Docteur en Droit, agrégé des facultés de droit et d'économie, de droit public et sciences politiques, a servi comme juge de la Cour Internationale de Justice de 1991 à février 2009 et en a été vice-président de 2003 à 2006. Ancien Recteur de l'Université d'Antananarivo et vice-président honoraire de l'Académie Malagasy, il est connu sur le plan des relations internationales comme membre de plusieurs délégations de Madagascar, notamment pour le droit de la mer. Il a participé à divers règlements de différends portant sur le droit des affaires ou le droit du sport, dans le cadre de la Cour Internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce international et du Tribunal arbitral du Sport. En 2009, sur mandat du Bureau International du Travail, il a présidé la Commission international d'enquête et de conciliation sur le Zimbabwe. Engagé sur le plan social, il a été secrétaire général du premier comité malgache de défense des droits de l'homme (1971) et il est, depuis 2003, membre du Conseil pontifical Justice et Paix.*

Lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 13 août 2010, Raymond Ranjeva s'est déclaré être à la disposition de la nation pour sortir Madagascar de cette crise et de son « cercle vicieux et suicidaire ». Raymond Ranjeva a présenté ce qui ressemble à un véritable programme de gouvernement qu'il a nommé « Vonjy Aina » et qui doit passer par une transition neutre, consensuelle et inclusive. Estimant que la crise politique s'est transformée en crise d'identité, il qualifie la transition actuelle d'échec sur tous les plans. A ses yeux, les élections ne doivent pas être la priorité du moment. Pour arriver à des élections saines et crédibles, il faut selon lui passer par une véritable refondation de la République, qui passerait par un assainissement du climat et l'application de remèdes d'urgence et qui aboutirait à un développement durable et à une économie ouverte.

Raymond Ranjeva n'a cependant pas développé de quels appuis il disposait pour pouvoir mettre en œuvre ses propositions. Peu connu du grand public, il risque d'avoir des difficultés à s'imposer dans l'immédiat dans un paysage en pleine recomposition et ce malgré l'estime dont il bénéficie dans les milieux intellectuels.

Des fissures apparaissent certes dans le clan des putschistes : le directeur général de la police a cité les agissements des militaires parmi les causes de l'insécurité grandissante, le ministre en charge des télécommunications vient de quitter le gouvernement après avoir osé défier sa hiérarchie en octroyant une licence à Madamobil, le parti AVI semble vouloir se démarquer (voir plus bas), mais la mouvance Rajoelina semble renaître sous une autre forme avec la plateforme de « partis politiques » dont la majorité n'existent que sur le papier, permettant au putschiste en chef de continuer à contrecarrer les actions des médiateurs internationaux et nationaux, sans avoir à négocier puisque officiellement, il ne dirige pas cette nouvelle plateforme.

Faut-il alors baisser les bras et se résigner à accepter ce coup d'Etat que l'on n'a pu ni empêcher ni réduire dans le temps ? Certes pas ! Des raisons de garder espoir existent. Exemple : l'étude sur le bois de rose intitulée « Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et conservation de la nature » *(voir interview de l'un des auteurs, Hery Randriamalala, en encadré ci-dessous)*

Quelques semaines après la parution de ce rapport, l'un de ses auteurs a accepté de répondre aux questions de Madagascar-Tribune.com. Il revient sur ses difficultés, ses doutes, mais aussi cet espoir de changer les choses, qui l'a poussé à monter un dossier précis et complet. Aujourd'hui, il se dit satisfait des répercussions qu'a eues son travail. Interview.

Question : vous indiquez avoir commencé votre enquête en février 2009. Vous intéressiez-vous à la question avant ?
H.R. : Avant cette date, je m'intéressais énormément à la nature et à la biodiversité malgache. Le bois de rose : pas du tout. En fait, l'élément déclencheur a été les menaces subies par le directeur du Parc de Marojejy : des bandes armées ont menacé de brûler sa maison s'il s'opposait au saccage du Parc. Comme beaucoup d'observateurs, j'ai été très choqué par la gravité de la situation et j'ai senti que quelque chose d'irréversible était sur le point de se produire. J'en ai parlé à des amis, nous avons monté nos propres réseaux d'informateurs et c'est ainsi qu'on a pu avoir une vue d'ensemble de la situation, qui s'est élargie et affinée au fil des mois. Dès le début de l'enquête, nous avons senti que les choses seraient infiniment plus graves qu'en 2008 ou précédemment, car auparavant, la violence n'avait jamais été utilisée avec cette ampleur géographique ni avec cette intensité.
Question : comment avez-vous procédé ?
H.R. : D'entrée de jeu, nous avons pris des habitudes d'extrême prudence et de grande discrétion. Nous avons suivi le pillage des locaux des Eaux et Forêts dans toute la SAVA (essentiellement en vue de détruire les archives détenues par ce service, car elles allaient servir de pièces à conviction dans des procès à venir). Nous avons donc choisi d'agir dans la pénombre : parler un peu du problème du bois de rose pour tester la sensibilité de l'interlocuteur. S'il partage notre indignation, alors l'interroger sur ce qu'il sait, puis vérifier et recouper par d'autres témoins, recueillir des preuves écrites si possible. De fil en aiguille, le cercles des informateurs s'est considérablement agrandi : géographiquement (de Vohémar jusqu'à Toamasina : nous avons des yeux dans chaque port, sur chaque route), socialement (du docker du port jusqu'à l'homme d'affaire habitué des centres de décision de la capitale), scientifiquement (du simple guide touristique jusqu'au spécialiste universitaire). Nous avons des yeux et des oreilles dans certaines ambassades, dans certains ministères et même chez certains trafiquants. Le moteur de nos informateurs est toujours le même et il nous est fourni par « l'équipe d'en face », ainsi que nous surnommons les trafiquants de bois de rose : l'indignation. Indignation devant la monstruosité de ce qui se passe sous nos yeux : la destruction d'un patrimoine national par cupidité ; indignation devant l'ampleur de la destruction-exportation ; indignation devant l'arrogance et l'imbécillité de certains exportateurs qui invitent toute la population d'Antalaha à fêter leur premier milliard… Notre ligne de conduite est « name and shame », nommer et faire honte. Aujourd'hui, plus un seul journal malgache ne passe un jour sans publier sur ce sujet. Et c'est tant mieux. Nous voulions que le problème du bois de rose se positionne au cœur du débat politique et c'est fait. C'est un vrai choix de société : dans quelle sorte de pays voulons-nous vivre dans 5 ou 10 ans ?
Question : comment décririez-vous vos rapports avec les villageois riverains ?
H.R : Au début, les villageois riverains des parcs étaient méfiants à notre suet, car ils nous prenaient pour des « fanjakana » (fonctionnaires, représentants de l'Etat) et ils craignaient qu'on vienne les punir. Puis, ils sont venus spontanément nous renseigner quand ils ont vu que ça allait trop loin.
Question : pensez-vous que la reconversion des coupeurs est possible à cour terme ?
H.R : Pour moi, le vrai problème, ce sont les jeunes des villages. Ils ont gagné en quelques mois de quoi s'acheter une moto qui leur permet de faire des allers-retours avec la ville. Qui peut croire qu'après avoir goûté à l'argent rapide, ils vont retourner travailler dans la rizière avec leurs parents ?
Question : quelle attitudes les autorités locales (chef de district, maire, chef de circonscription de la gendarmerie…) adoptaient-elles devant vos recherches ?
H.R. : Je me suis soigneusement tenu à l'écart des autorités régionales et locales car certaines sont personnellement partie prenante du trafic, alors que d'autres y sont totalement opposées. Mais quand les membres de la Task Force ou du FIS escortent les convois de bois de rose, il vaut mieux rester à l'écart des officiels. Et ce d'autant plus que, lors de nos recherches, plusieurs noms de personnes très haut placées sont revenus avec insistance. Mais faute de preuves tangibles, nous n'avons pas publié... pour le moment, nous n'avons reçu aucune réaction d'officiel suite à la publication de notre étude.
Question : avez-vous alors subi des menaces ou des tentatives d'intimidation ?
H.R. : personnellement et directement, non. Car tout le monde ignore qui je suis. Mais je peux vous dire qu'un membre de notre équipe a été menacé de mort par coup de téléphone anonyme (il s'était trop exposé) et qu'il ya quelques mois, un membre de la HAT offrait discrètement 600 millions de francs malgaches pour identifier l'un d'entre nous. Proposition restée sans suite, nous ne sommes pas à vendre…
Question : et depuis la publication de votre rapport, quelles réactions avez-vous reçues ? Prenez-vous des mesures particulières pour protéger votre sécurité ?
H.R. : Je n'ai reçu aucune menace (un de mes informateurs me dit que, jusqu'à la semaine dernière, les trafiquants n'avaient pas encore lu notre étude, ils n'en connaissent même pas l'existence). J'ai reçu quelques témoignages de soutien et quelques renseignements intéressants. Je prends beaucoup de précautions pour ma sécurité, mais je resterai discret à ce sujet.
Question : quels sont vos sentiments quelques jours après la diffusion de votre rapport ?
H.R. : Pendant les 3 semaines qui ont suivi la publication de MCD (que je remercie au passage d'avoir eu le cran de nous publier), j'étais quasi-désespéré : aucune réaction, le flop total. Puis cette affaire de contrebande avec les Comores est venue à point nommé pour relancer le sujet : le Président Zafy a interpellé le président de la HAT pour connaître les noms des personnalités impliquées, affirmant qu'il avait un dossier complet sur ce trafic. Mais le vrai déclenchement de la bombe a été le relais du site madagate.com : ils ont parlé de notre étude en termes plus qu'élogieux, ensuite ça a explosé dans tous les médias. En ajoutant les chiffres du journal MCD et ceux du site vatofotra.com qui diffuse également notre texte, nous en sommes à plus de 10 000 téléchargements, alors que le texte est dense et complexe. Il faut également ajouter la diffusion par pièce joint à un message qui est importante mais impossible à chiffrer. C'est un grand succès de lecture, qui montre que le sujet passionne les Malgaches. A tel point que le Président Rajoelina a été obligé d'aborder ce sujet lors de son intervention télévisée de dimanche dernier, son silence devenait complice. Alors, oui, nous sommes satisfaits : le peuple malgache dans son ensemble sait ce qui se passe dans ses parcs, ce que quelques uns sont en train de faire au patrimoine national et il jugera en toute connaissance de cause de la capacité des responsables politiques à arrêter cette hémorragie.
Question : pensez-vous qu'un arrêt (ou du moins un fort ralentissement) de l'exploitation illégale du bois de rose soit envisageable tant que la crise politique n'est pas terminée ?
H.R. : Oui, sana aucun doute. Notre objectif était de créer un tel scandale que plus personne de respectable n'oserait participer à ce trafic sans craindre pour sa réputation. Certains n'en ont cure, mais d'autres, comme des sociétés privées (banques, compagnies maritimes) vont y regarder à deux fois avant de participer à l'exportation des 10 à 15 000 tonnes de bois en attente. C'est surtout ceux-là que nous ciblons. Les hommes politiques, eux, sont tellement enfoncés dans leur jeu de conquête ou de conservation du pouvoir, qu'ils n'ont plus vraiment prise sur ces évènements, ce que les trafiquants ont parfaitement compris. Mais tant que les stocks en attente ne seront pas saisis par la justice puis détruits, nous resterons vigilants et prêts pour le second acte ? Car soyons sûrs d'une chose : si ce bois es exporté, la coupe reprendra avec une

ampleur inégalée.
Question : vos propositions s'attachent à résoudre le problème, mais pas à ses causes profondes : ne pensez-vous pas qu'une action diplomatique et pédagogique vis-à-vis de la Chine est nécessaire ?
H.R. : Nous n'avons reçu aucune réaction chinoise, officielle ou privée. Mais vous avez raison : la Chine est l'un des nœuds du problème. C'est une énorme puissance financière, ayant des besoins immenses et les moyens de les satisfaire. Elle se situe donc, de son point de vue, bien qu'elle ne nous l'ait pas exprimé directement, dans une stricte logique commerciale dépourvue de toute ingérence dans les affaires intérieures malgaches. Nous espérons faire passer le message : ne pas profiter d'un moment de faiblesse politique de la nation malgache, ne pas profiter d'une surpuissance financière pour détruire d'une manière irréversible notre environnement. L'actuelle prospérité chinoise se nourrit du malheur futur de Madagascar. Nous aimerions que ce pays comprenne ça sans qu'il soit besoin de le lui expliquer et qu'il restreigne de lui-même ses importations.

Propos recueillis par Mona M.

NOS RAISONS D'ESPERER

Au milieu des miasmes dégagés par les manœuvres des politiques et des multinationales, une véritable bouffée d'oxygène nous arrive avec la publication de ce rapport co-signé par Hery Randriamalala et Zhou Liu. *(Voir l'intégralité du document en annexe sur notre blog)*

Ce document est le résultat d'une action citoyenne et collective qui force l'admiration et qui doit inspirer tous les vrais amis de Madagascar. Il est la preuve de l'existence d'un groupe de résistants intérieurs dont l'intelligence, les compétences et le courage ont permis de produire cette arme qui a fait mouche contre ceux qui s'acharnent à détruire le patrimoine naturel de Madagascar. Ce groupe a été aidé par un réseau d'informateurs bénévoles issus de tous les milieux. C'est aussi une très bonne nouvelle. Les auteurs de ce document ont atteint l'objectif qu'il s'était fixé : mettre le trafic de bois de rose au cœur du débat politique en informant l'ensemble des Malgaches de la destruction de leur patrimoine.

Les impacts que la large diffusion de ce document ont eu démontrent une fois de plus combien la communication est vitale dans tout combat : le scandale est tel que **l'ambassadeur de France s'est senti obligé, dans son discours du 14 juillet, de réclamer le passage devant la justice des trafiquants de bois de rose**, quand les banques françaises à Madagascar financent le trafic et que les sociétés françaises transportent le bois illicite vers la Chine. De même, **le parti AVI, dont le président Norbert Ratsirahonana est reconnu comme étant l'un des inspirateurs du coup d'Etat et comme l'éminence grise d'Andry Rajoelina, commence à se démarquer** en dénonçant par la voix de Laurent Ramarosaona les trop voyantes marques extérieures de richesses très récemment acquises.

Allons! La guerre n'est pas perdue. De belles batailles nous attendent sur le front de la communication !

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion